

Direction des actions interministérielles
et du développement
Bureau de l'environnement

**Arrêté abrogeant les arrêtés
portant mise en demeure et police des carrières
ainsi que l'arrêté portant prorogation
à l'encontre de la SARL Pierres de l'Armagnac
à BIRAN**

**Le Préfet du Gers,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article L. 514-1,
Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux carrières,
Vu les arrêtés préfectoraux du 22 mai 2007 portant mise en demeure et police des carrières à l'encontre de la SARL Les Pierres de l'Armagnac sur le territoire de BIRAN,
Vu l'arrêté préfectoral du 26 février 2008 portant prorogation des arrêtés de mise en demeure et de police des carrières,
Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Midi-Pyrénées du 25 février 2009 faisant suite à la visite sur site du 4 septembre 2008,

Considérant qu'il ressort du rapport d'inspection que les différents points justifiant les arrêtés de mise en demeure et de police des carrières ont fait l'objet des actions correctives nécessaires,

Considérant que le rapport de visite a été porté à la connaissance de la SARL Les Pierres de l'Armagnac par courrier de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Midi-Pyrénées le 25 février 2009,

Sur proposition de monsieur le secrétaire Général de la Préfecture de Gers,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1er : Les arrêtés préfectoraux du 22 mai 2007 portant mise en demeure et police des carrières à l'encontre de la SARL Les Pierres de l'Armagnac sur le territoire de BIRAN ainsi que l'arrêté préfectoral du 26 février 2008 portant prorogation des arrêtés de mise en demeure et de police des carrières sont abrogés.

ARTICLE 2 : La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de PAU (BP 543 - PAU CEDEX). Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant, et commence à courir le jour où la présente décision est notifiée.

ARTICLE 3 : Monsieur le Secrétaire Général, M. l'inspecteur des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Midi-Pyrénées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée, pour information, à M. le Maire de BIRAN.

Fait à Auch, le 20 juillet 2009

Pour le préfet,
Le sous-préfet de Condom,
Chargé de la suppléance du secrétaire général
absent,

signé

Bernard POUGET.